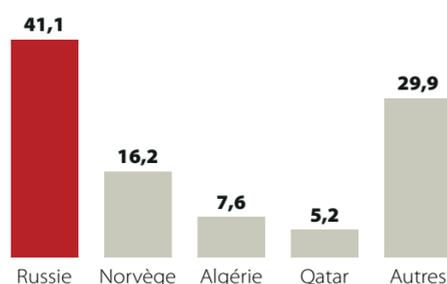


Et le brut flambe aussi

Le baril de brut connaissait lui aussi une nouvelle journée chahutée ce lundi. C'est que le marché s'inquiétait des rumeurs selon lesquelles les Etats-Unis et l'Union européenne envisageraient un embargo sur le pétrole russe parmi l'éventail de nouvelles sanctions à infliger à Moscou. En ouverture de séance, le baril de Brent de la mer du Nord a frôlé les 140 dollars, plus très loin de son record absolu (147,5 dollars) de juillet 2008. La simple menace de sanctions a pourtant déjà fait disparaître du marché mondial « la quasi-totalité du pétrole russe, soit 7 % de l'offre mondiale », soulignait Jochen Stanzl, analyste pour CMC Market, interrogé par l'Agence France-Presse. Le brut russe représente environ 30 % de la consommation européenne. Certes, les pays de l'UE disposent d'une « réserve stratégique » de 90 jours. Mais un arrêt réel des exportations russes aurait un effet « ricochet sur les économies » européennes, « diminuant l'offre sur le marché mondial, augmentant les prix pour les industries et rendant encore plus douloureuse la hausse du coût de la vie », détaillait pour sa part Susannah Streeter, analyste chez Hargreaves Lansdown. Comme pour le gaz, les Etats européens seraient contraints de chercher d'autres vendeurs qui seraient prêts à augmenter leur production pour compenser le « trou ». A priori, ce devrait être plus facile que pour le gaz : l'Europe est en grande partie prisonnière des gazoducs russes, alors que le marché pétrolier est de longue date plus « liquide ». Mais les pays producteurs du Golfe ne semblent pas vraiment disposés à faire beaucoup d'efforts. Au sein de l'Opep+, Arabie saoudite et Russie sont ainsi résolument alliées : la semaine dernière, le cartel pétrolier élargi n'a pas consenti à augmenter sa production à un rythme plus rapide pour soulager le marché. Une partie des espoirs se tourne dès lors vers... l'Iran. Si un accord sur le dossier du programme nucléaire du régime des mollahs devait être conclu, Téhéran assure qu'il pourrait rapidement remettre 2,5 millions de barils par jour sur le marché. Mais alors que l'on croyait l'issue positive proche, la Russie a réclamé samedi des garanties américaines que les sanctions qui la frappe actuellement à cause de la guerre en Ukraine n'affecteraient pas sa coopération avec l'Iran. Téhéran disait lundi attendre de Moscou des « détails » concernant les exigences russes, tout en appelant Washington à prendre une « décision politique » pour permettre à l'accord d'aboutir. B.P.

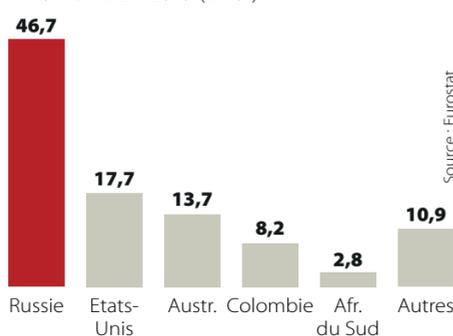
Importations européennes de gaz naturel

PAR ORIGINE EN 2019 (EN %)



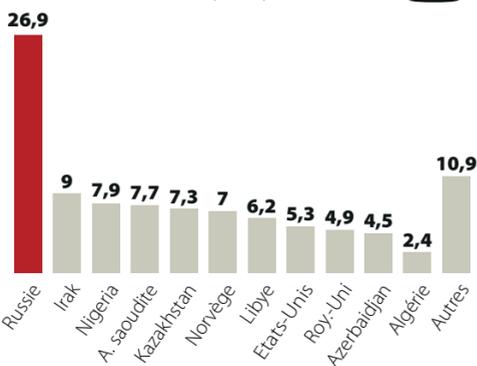
Importations européennes de combustibles solides

PAR ORIGINE EN 2019 (EN %)



Importations européennes de pétrole brut

PAR ORIGINE EN 2019 (EN %)



Surréalisme de guerre : à Kramatorsk, des habitants d'un immeuble éventré par un missile russe font un peu de ménage... © AFP

Belgique Un « grand accord » énergétique en vue pour la semaine prochaine

DAVID COPPI
ÉRIC DEFFET
BERNARD DEMONTY
JULIEN THOMAS

Sortie ou maintien du nucléaire, prix à la consommation, approvisionnement en Belgique et en Europe : les enjeux ont pris une importance exceptionnelle depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. Le gouvernement fédéral veut se doter d'un « plan stratégique à court, moyen et long termes ». Le Premier va grouper les discussions dans ces domaines, en cours parfois de très longue date, pour aboutir à un « grand accord » à la fin de la semaine prochaine, le fameux 18 mars, date à laquelle on attendait la décision portant sur la sortie (plan A) ou le maintien (plan B) du nucléaire. D'ici là, les réunions préparatoires se succéderont et le sommet européen de Versailles aura eu lieu, ce qui permettra à la Belgique de connaître les lignes directrices de ses partenaires de l'Union, aussi les financements et les opportunités qui pourraient émerger.

TVA, accises, tarif social

Les mesures proprement belges arriveront ensuite. S'agissant du soutien à la facture d'énergie, on s'attend à la baisse de la TVA sur le gaz, après la baisse sur l'électricité actée au début de l'année. Le tarif social élargi devrait être pérennisé. Un soutien est également attendu concernant les prix du carburant, avec une possible neutralisation partielle ou totale des accises.

On notera qu'en Wallonie, le ministre

Philippe Henry (Ecolo) n'a pas réussi à convaincre le gouvernement de mettre en place une aide régionale directe sur la facture énergétique, sous forme de chèque complémentaire à l'intervention fédérale. La mesure s'est heurtée à des difficultés pratiques (à qui l'attribuer ?) et surtout budgétaires. Le coup de pouce régional se bornera à la suspension des coupures et à l'extension du statut de client protégé de manière structurelle. Pour sa part, le Parlement bruxellois doit voter cette semaine la réforme régionale de l'énergie. Pour le statut de client protégé, le texte prévoit l'assouplissement des conditions d'octroi et l'automatisation partielle de son accès. Avec la création de la fourniture garantie, l'équipe Vervoort (PS) souhaite par ailleurs permettre aux ménages endettés de bénéficier temporairement d'un tarif social auprès de Sibelga. Retour au fédéral : en matière d'indépendance énergétique et de renouvelable, on reparle d'aides fédérales aux panneaux solaires ou aux pompes à chaleur.

La Vivaldi respire

Nucléaire ? La tension dans la coalition est retombée avec l'annonce, dans nos colonnes, d'un repositionnement d'Ecolo, qui met les plans A et B sur le même pied. Si la prolongation devait s'imposer, reste à concrétiser le processus, avec des incertitudes de taille, dont la disponibilité d'Engie, qui exploite nos centrales. Un cadre vert nous précise : « En mettant sur la table les plans A et B, on verra quelles seront les difficultés, et elles ne sont pas minces pour ce qui concerne le

maintien de centrales. En définitive, ce ne sont pas les trophées qui comptent, mais bien les mesures sur les prix et les énergies renouvelables. »

Bouchez veut « une loi de sortie du gaz »

L'accord global du 18 mars sera l'occasion de redéfinir notre « mix énergétique ». Georges-Louis Bouchez nous livre l'option du MR à ce stade : ce sera « entre 70 % et 80 % de nucléaire et plus ou moins 20 % de renouvelable ». Il complète : « Ce n'est pas tout de se dire que l'on arrivera à un accord le 18 mars, il faut y travailler dès à présent, rédiger les textes de loi, s'entendre sur les paramètres techniques, juridiques, négocier tout cela sans attendre. » Le président du MR s'avance : « Au lieu d'une loi de sortie du nucléaire, je souhaite que 2022 soit l'année où nous adopterons une loi de sortie du gaz. Vu, notamment, le contexte géopolitique, nous devons pouvoir maîtriser à l'avenir notre approvisionnement énergétique. » Jusqu'à se passer totalement de centrales au gaz ? « Oui, nous devons sortir du gaz, à tout le moins pour ce qui concerne la production électrique. » Faut-il préciser que, pour le reste, le patron des bleus francophones savoure : « Je soutiens depuis le début que le nucléaire fait partie de la solution. On y vient. Mais je ne suis pas dans la fanfaronade, l'essentiel, c'est de travailler au nouveau mix énergétique. On peut regretter qu'il ait fallu une crise géopolitique pour l'admettre, mais bon, certains ont laissé tomber leur trophée, donc, maintenant, avançons... »

UE Vers une réflexion sur un nouveau modèle énergétique

MICHEL DE MUELENAERE
VÉRONIQUE LAMQUIN

En prélude au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens qui se réunira en fin de semaine à Versailles, la Commission présentera ce mardi une série de propositions destinées à réduire la dépendance de l'Union à l'égard du gaz russe. La communication initiale de l'exécutif européen a été actualisée dans l'urgence suite aux premières conséquences du conflit en Ukraine et à l'explosion des coûts du pétrole et du gaz sur les marchés internationaux. Objectif : transformer le système énergétique européen pour le rendre plus indépendant et plus résistant aux chocs extérieurs. A court terme, la Commission devrait proposer aux Vingt-Sept d'accroître fortement leurs stocks de gaz pour atteindre en moyenne un minimum de 80 % des capacités d'ici le début de l'automne. La Commission insiste également sur une rapide mise en œuvre des propositions contenues dans son « Pacte vert » (Green Deal) ; elles permettraient de réduire la consommation européenne de gaz de 23 % en 2030, assure-t-elle.

Le texte plaide aussi pour une augmentation des capacités de production renouvelables – l'éolien, pour lequel il faut rechercher de nouveaux lieux d'implantation en mer et sur terre et assouplir les règles, et le solaire, qu'il faut fortement encourager. Le solaire, estime la Commission, pourrait couvrir un quart de la consommation européenne d'électricité. L'exécutif européen propose aussi de fortement augmenter la production d'énergie via le biogaz. Les financements nécessaires pour cette accélération de la transition énergétique devraient provenir des revenus de la mise aux enchères des quotas de CO₂ et d'enveloppes réservées à la mise en œuvre de la Politique agricole commune, indique encore la Commission, mais aussi d'un prélèvement sur les profits exceptionnels de sociétés qui auraient tiré parti des retombées de la guerre en Ukraine.

Autonomie stratégique

Ces jeudi et vendredi, les leaders européens se retrouveront à Versailles, pour un sommet informel. La discussion sur la guerre en Ukraine et ses impacts, notamment économiques, évoquera la dépendance et des coûts énergétiques. Le deuxième jour, une « Déclaration de Versailles » abordera les questions d'autonomie stratégique et donc de réduction de la dépendance européenne dans les secteurs critiques, mais aussi la problématique des investissements et la politique industrielle. Si aucune décision n'est attendue de cette réunion informelle, l'idée d'un Fonds, construit sur le modèle de la Facilité pour la reprise et la résilience (pour atténuer la crise provoquée par le covid) pour absorber le choc de la guerre pourrait être évoquée. Selon *Le Monde*, la Commission aurait entamé les travaux préparatoires en ce sens. Mercredi dernier, Alexander De Croo, interrogé par la VRT quant à l'impact du conflit à assumer par l'Europe et les Etats membres, avait estimé « qu'il serait logique qu'un instrument comparable à la Facilité pour la reprise et la résilience puisse être mis sur pied, un fonds financé par l'Union européenne, pour assumer collectivement le coût ».